

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
AU BAPE
CONCERNANT LE PROJET
PIPELINE SAINT-LAURENT
AVRIL 2007

par Yves Gaulin
propriétaire forestier concerné par le projet sur le territoire de la municipalité de
Princeville.

Monsieur le président de la commission,

Ces quelques réflexions ont pour objectif de faire connaître mon avis concernant le projet de construction de l'oléoduc Pipeline Saint-Laurent. La question que je me suis posée est la suivante : le pipeline est-il nécessaire? Voici ma réponse.

Les changements climatiques

En février dernier, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dévoilait à Paris un résumé de sa 4e série de rapports destinés aux décideurs de tous les pays. Créé en 1988 pour faire le point sur la science du climat mondial, le GIEC est un regroupement de plus de 2 000 scientifiques venant de tous les pays. Dans ce 4e rapport, il a été établi hors de tout doute que l'action humaine, par les transports particulièrement, exerce un effet majeur sur les changements climatiques. Un de nos scientifiques québécois reconnu, Claude Villeneuve, nous rappelle que ce rapport du GIEC nous dit clairement « qu'il est plus que temps d'agir vigoureusement pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre ». (1)

Les efforts chez nous

Lorsque l'on regarde chez nous au Québec, bien sûr il y a des efforts, des mesures, des programmes qui commencent à émerger dans différents ministères et paliers de gouvernement. En ce sens, il faut saluer entre autres le guide produit par le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans sa stratégie d'intervention, le MAMR rappelle que les transports constituent la plus importante source de gaz à effet de serre (GES) (2).

Soulignons que le MAMR base sa stratégie d'intervention sur le concept du développement durable reconnu et adopté par le gouvernement du Québec. Il définit le développement durable comme un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement.» (3)

Par ailleurs, lorsque fut adopté en juin 2005 la loi 229 autorisant la compagnie Ultramar, propriété américaine, à exproprier tout immeuble en vue de la construction du pipeline Saint-Laurent, à quel besoin le gouvernement du Québec a-t-il voulu répondre avant tout? Il semble que ce soit pour mieux répondre à la demande sans cesse croissante des consommateurs du Québec et même de l'Ontario! La sécurité dans le transport du produit est aussi une raison invoquée par la compagnie Ultramar! Pourtant les moyens de transport actuels, jugés moins sécuritaires par la compagnie, seront maintenus même après la construction du pipeline!

Accepter la construction de ce pipeline,

- c'est dire « oui » à la soif démesurée des véhicules énergivores,
- c'est refuser de tenir compte des récentes données sur les changements climatiques,
- c'est oublier que le pétrole ne sera disponible que pour quelques décennies encore,
- c'est se diriger vers un épuisement accéléré du pétrole, une source d'énergie utile,
- c'est privilégier une source d'énergie au détriment du développement de nouveaux types d'énergies moins polluantes.

Meilleure maîtrise de la consommation d'énergie

Répondre à nos besoins en énergie principalement par les produits du pétrole, c'est refuser de réduire les gaz à effet de serre. Pour ma part, je partage l'avis des scientifiques qui affirment qu'il est nécessaire et moins difficile qu'on le croit de changer progressivement notre système énergétique (4). A titre d'exemple, l'association de scientifiques qui promeut les chances d'un développement mondial équilibré et respectueux de l'environnement (Association Global Chance) préconise trois leviers principaux pour une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie : la technologie, le comportement des consommateurs et les infrastructures de développement qui relèvent des pouvoirs politiques (5). Déjà un grand nombre de pays et d'entreprises nous montrent qu'il est également possible d'utiliser les ressources actuelles autrement et de façon plus rentable sans nuire à l'environnement. Tout dépend de la volonté politique de nos gouvernements à soutenir les vrais acteurs de changement pour une réduction des gaz à effet de serre. Même le président américain reconnaît maintenant le problème des GES.

En somme, dans un contexte de développement durable et de nécessité de réduction des gaz à effet de serre, il n'apparaît pas nécessaire de construire l'oléoduc Pipeline Saint-Laurent. Je demande à notre gouvernement de ne pas autoriser ce projet et de soutenir davantage le développement des nouvelles sources d'énergie et de promouvoir une utilisation moins énergivore des produits du pétrole et ce, en utilisant son pouvoir d'influence auprès des autres gouvernements et des grandes entreprises, celles de l'industrie automobile entre autres.

Monsieur le président, voilà mon point de vue sur le projet pipeline Saint-Laurent.

Yves Gaulin.

RÉFÉRENCES :

- (1) Claude Villeneuve, **Le message sera-t-il entendu?** La Presse, 3 février 2007, cahier Forum, p. 6 Claude Villeneuve est professeur au département des sciences fondamentales à l'Université du Québec à Chicoutimi et auteur de **Vivre les changements climatiques, quoi de neuf?**, Editions MultiMondes, 2005
- (2) Ministère des Affaires municipales et des Régions, guide **La réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'aménagement du territoire**, site Web du ministère : www.mamr.gouv.qc.ca
- (3) Idem, volet **développement durable**.
- (4) Bertrand Château, **Y a-t-il une vie après le pétrole?** Revue **Dossier pour la science**, « **Comment éviter la surchauffe?** » janvier/mars 2007, p.82-87. Bertrand Château est ingénieur de l'École centrale de Lyon, Docteur en économie de l'énergie et Directeur co-fondateur du bureau d'études Enerdata.
- (5) Benjamin Dessus, **Économiser l'énergie : un impératif!** Revue **Dossier pour la science**, « **Comment éviter la surchauffe?** » janvier/mars 2007, p. 79-81. Benjamin Dessus, ingénieur et économiste, est président de Global Chance, une association de scientifiques qui promeut les chances d'un développement mondial équilibré et respectueux de l'environnement.